

L'avenir des trésoreries lotoises en question

Publié le 24/04/2014 à 03:48, Mis à jour le 24/04/2014 à 07:51

Services publics



L'éventuelle disparition des petites trésoreries revient dans l'actualité. Les syndicats pointent le risque pour le service à la population et l'emploi. Un nouveau mouvement de grève nationale est prévu le 15 mai pour protester.

La question revient régulièrement sans avoir fait l'objet d'un règlement définitif. Dans le cadre de la modernisation de l'action publique (MAP) et de la chasse aux dépenses publiques, les petites perceptions de départements ruraux, comme le Lot, vont-elles fermer leurs portes à moyen terme ? L'idée d'un tel scénario est de nouveau évoquée par les syndicats. Lors d'une conférence de presse, mardi, les représentants des syndicats de la CGT, FO et Solidaires ont pointé cette menace : «Le maintien des services publics est une préoccupation majeure de nos concitoyens, estime Fabrice Bourgeois de la CGT. Le vaste chantier de la fusion des Impôts et du Trésor Public a déjà provoqué une vraie confusion et la suppression de beaucoup d'emplois, sur le terrain, en même temps qu'on créait un maximum de postes de cadres supérieurs».

Concernant l'avenir des perceptions locales, au nombre de 20 dans le département (les trois grosses : à Cahors, Figeac et Gourdon et 17 autres), les syndicats n'ont pas réussi à obtenir de réponses précises de leur direction quant à une éventuelle nouvelle carte. Mais ils ont quelques idées sur la question : «Depuis quelque temps, on entend parler de la nécessaire adaptation de notre réseau avec la nouvelle carte intercommunale, indique Jean-Pierre Mongerand de Force Ouvrière. Nous avons

agents ou moins. Ce sont elles qui risquent de passer à la trappe, avec des pertes d'emplois à la clef et une dégradation des services à la population et aux élus locaux qui devront parcourir 20 à 30 kilomètres de plus». Selon les trois syndicats, les perceptions de Martel, Luzech, Limogne Saint-Géry, Latronquière et Lacapelle-Marival seraient dans le collimateur... On évoque aussi le cas de celle de Catus : «Tout le monde est au courant que la perception fermera en fin d'année, à part les intéressés», grimace Isabelle Fabre, de Solidaires. Claude Taillardas, maire de Catus, n'a pas reçu une telle information mais il connaît la question : «Nous savons qu'il y aura des regroupements. Faut-il se relocaliser à Cahors ou se poser la question d'une installation dans notre maison des services publics ? Nous allons négocier».

«Pas de carte, une réflexion»

Directrice des finances publiques du Lot, depuis 2010, Christiane Maréchal l'assure : «Il n'y a pas de carte d'éventuelles suppressions de perceptions. Nous en sommes à une phase de réflexion qui a été perturbée par les élections mais qui doit se poursuivre». Selon Christiane Maréchal, «les choses qui ne bougent pas finissent par mourir. Nous devons fonctionner un peu différemment. Nous allons poursuivre la réflexion pendant l'été».

Les propositions devraient remonter au Ministère, à Paris. Pour une décision à l'ordre de l'automne ?

Le chiffre : 340

agents >aux finances publiques. Selon les syndicats, 340 agents travaillent aujourd'hui dans le Lot pour les Finances publiques. 100 emplois auraient été perdus en dix ans.

Laurent Benayoun